

Le génocide par contraception



Article rédigé par gregory-roose.fr, le 10 septembre 2021

Source [gregory-roose.fr] A quelques mois de l'élection présidentielle de 2022, les cadeaux pleuvent dans l'insouciance budgétaire et l'inconséquence généralisée. C'est dans cette ambiance de fin de règne que le ministre de la Santé Olivier Véran vient d'annoncer fièrement l'[extension du remboursement de la contraception hormonale jusqu'à 25 ans](#), précisant inutilement, mais avec une coquetterie de communicant universaliste, que cette mesure serait applicable pour toutes les femmes.

C'est à l'aune de l'aspect matériel que le ministre se félicite de cette pseudo avancée sociale, 25 ans étant l'âge « qui correspond, en matière de vie économique, sociale et de revenus à davantage d'autonomie ». Pourtant, les jeunes femmes qui utilisent ce moyen de contraception n'ont pas attendu Monsieur Véran pour définir leurs choix de vie. Ne confondons pas choix individuel et politique publique. Et c'est bien ce dernier point qui pose problème.

La France, comme d'autres pays d'Europe, est vieillissante, manque de main-d'œuvre et ses gouvernants imposent la substitution démographique des avortés et des *Génocidés par contraception* par des migrants maghrébins et subsahariens. *Génocide par contraception* ? Le terme est fort et peut paraître excessif. Pourtant, l'enjeu d'une politique de relance de la natalité indigène est essentiel pour la survie de notre pays. La Hongrie de Viktor Orban l'a bien compris et sa politique nataliste lancée voici deux ans commence déjà à porter ses fruits. En France, les pouvoirs publics favorisent l'immigration massive, l'extension de l'avortement, la fabrication d'enfants par égoïsme communautaire et le recours subventionné à la contraception. Bien sûr, il ne s'agit pas d'encourager de (trop) jeunes femmes à procréer, ce qui provoquerait notamment une augmentation des dépenses sociales, mais d'accompagner ce type d'annonce par des mesures faisant contrepoids et permettant au public de faire la part des choses : encourager la contraception des plus jeunes, oui, mais encourageons également la procréation des Français actifs !

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)